



PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Le Pacte mondial pour l'emploi: cohérence
des politiques et coordination internationale***Addendum***Synthèse des prévisions économiques
mondiales récentes****Croissance économique**

1. Les prévisions publiées depuis la mi-2009 par les principaux organismes intergouvernementaux donnent à penser que la récession touche à sa fin et qu'une reprise fragile va se profiler en 2010. Ce tableau général mérite toutefois d'être nuancé, compte tenu des écarts importants qui existent entre les résultats enregistrés par les différents pays et régions. Les prévisionnistes craignent tous de voir l'emploi rester longtemps à la traîne après le redémarrage de la production.
2. A la mi-2009, l'Organisation des Nations Unies (ONU) tablait sur une contraction de 2,6 pour cent de l'économie mondiale en 2009, après une expansion de 2,1 pour cent en 2008 et de près de 4 pour cent par an entre 2004 et 2007. Si une légère reprise est attendue en 2010, le risque de détérioration de la situation demeure, et la crise a des conséquences démesurées sur les pays en développement.
3. Dans son rapport d'octobre 2009 intitulé *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait un recul de la production mondiale de 1,1 pour cent en 2009 et une croissance de 3,1 pour cent en 2010. Il s'agissait là d'une révision à la hausse de ses prévisions de juillet. Relevant la bonne tenue de l'économie des pays asiatiques, le FMI appelait toutefois à la prudence en ces termes: «la reprise est lente et l'activité reste largement en deçà de son niveau d'avant la crise. La croissance est tirée par un rebond de l'activité manufacturière et une inversion du cycle des stocks, et il semble que, progressivement, les ventes de détail se stabilisent, les consommateurs retrouvent la confiance et les marchés du logement s'affermissent. Alors que les perspectives se sont améliorées, les cours des produits de base se sont redressés après les plus bas enregistrés plus tôt dans l'année, et le commerce mondial redémarre. Ce redressement s'explique par l'action vigoureuse des pouvoirs publics dans les pays avancés et de nombreux pays émergents, qui a soutenu la demande et presque éliminé les craintes d'une dépression mondiale.»

Aperçu des Perspectives de l'économie mondiale du FMI
(variation en pourcentage de la production, d'une année à l'autre)

	Projections			
	2007	2008	2009	2010
Production mondiale	5,2	3,0	-1,1	3,1
Pays avancés	2,7	0,6	-3,4	1,3
Pays émergents et pays en développement	8,3	6,0	1,7	5,1
Pays/régions examinés				
Etats-Unis	2,1	0,6	-3,4	1,5
Union européenne	3,1	1,0	-4,2	0,5
Japon	2,3	-0,7	-5,4	1,7
Chine	13,0	9,0	8,5	9,0
Inde	9,4	7,3	5,4	6,4
Fédération de Russie	8,1	5,6	-7,5	1,5
Europe centrale et Europe de l'Est	5,5	3,0	-5,0	1,8
Brésil	5,7	5,1	-0,7	3,5
Mexique	3,3	1,3	-7,3	3,3
Afrique	6,3	5,2	1,7	4,0
Moyen-Orient	6,2	5,4	2,0	4,2
Volume du commerce mondial (biens et services)	7,3	3,0	-11,9	2,5

Source: FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Soutenir la reprise*, octobre 2009, tableau 1.1.

Menaces pesant sur la reprise

4. De l'avis du FMI, le principal risque à court terme est que la reprise subisse un coup d'arrêt et que les tendances déflationnistes se confirment. «Un abandon prématuré des politiques monétaires et budgétaires de soutien, peut-être à cause des craintes croissantes concernant l'intervention des pouvoirs publics et l'action non conventionnelle des banques centrales, semble être un risque important, parce que le rebond résultant de l'action des pouvoirs publics pourrait être considéré à tort comme le début d'une reprise vigoureuse.» Le Fonds craint que l'aide de l'Etat ne soit pas fournie sur une période suffisamment longue pour permettre à la demande privée de se redresser durablement. En outre, selon lui, «l'assainissement des bilans dans le secteur financier pourrait être mis à mal par la montée du chômage, une hausse plus forte que prévu des impayés sur les hypothèques résidentielles et l'immobilier commercial, et de nouvelles faillites d'entreprises». Les banques n'étant que faiblement capitalisées, cela pourrait conduire à une situation financière encore plus tendue.

La crise du crédit continue

5. Dans son rapport intitulé *Global Financial Stability Report*, également publié en octobre, le FMI analyse les conditions présentes sur les marchés financiers et constate que, malgré certains signes de stabilisation, plusieurs obstacles continuent d'entraver le fonctionnement de ces marchés. Il souligne notamment que la moitié des dépréciations d'actifs bancaires n'ont pas encore été comptabilisées et que les banques ont levé moins de la moitié des capitaux dont elles ont besoin pour absorber leurs pertes. D'après les scénarios envisagés par le FMI, l'offre de crédit bancaire devrait reculer pendant tout le reste de 2009 et jusqu'en 2010 aux Etats-Unis et en Europe. Toujours selon ce rapport, même si la demande du secteur privé est très faible, l'offre de crédit sera insuffisante et pourrait par conséquent freiner la reprise.
6. La question de savoir s'il faut lever les mesures d'aide exceptionnelles mises en place pour injecter des liquidités dans le secteur financier est un dilemme qui est aussi examiné dans le rapport. L'abandon prématuré de ces mesures risquerait d'entraîner un retour de la récession, mais une longue période placée sous le signe de l'argent facile pourrait gonfler artificiellement la valeur des actifs et alimenter une nouvelle crise financière, peut-être plus grave encore.

Rééquilibrer la demande globale

7. A moyen terme, le FMI prévoit que la croissance de la production mondiale se situera en deçà du niveau qu'elle pourrait atteindre d'ici à 2014, et que le chômage sera élevé en particulier dans les pays avancés principalement en raison d'une demande modérée. Par conséquent, le Fonds souligne combien il est important de rééquilibrer la demande globale et d'agir pour stimuler l'offre. Cela revient essentiellement à s'orienter vers une croissance tirée par la consommation dans les pays en développement émergents, notamment en Chine, ainsi que dans les pays dégagant des excédents comme le Japon et l'Allemagne – ce qui sera vraisemblablement un processus de longue haleine.
8. Toutefois, une telle transition nécessiterait l'élimination d'un certain nombre de facteurs qui ralentissent l'activité économique dans de nombreux pays émergents et pays en développement. La croissance moyenne globale des pays en développement en 2009 est fortement influencée par les résultats enregistrés par l'Inde et la Chine. En 2009, les pays les moins avancés (PMA) ont été touchés de plein fouet par la chute des recettes d'exportation qu'ont subie à la fois les exportateurs africains de produits miniers, à la suite de la baisse brutale des cours, et les exportateurs asiatiques de produits manufacturés bon marché, à la suite du fléchissement de la demande. De nombreux PMA et d'autres pays en développement dépendent des recettes fiscales dégagées par les exportations. L'effondrement des cours des produits miniers a donc créé un grave problème budgétaire, qui fait peser une menace sur les dépenses publiques essentielles consacrées à l'éducation et à la santé.
9. La diminution de l'activité économique mondiale combinée à des flux de capitaux bien moindres vers les pays en développement place un bon nombre de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans une situation financière extrêmement difficile. De nombreux pays ont du mal à générer suffisamment de devises étrangères sur leurs exportations ou leurs emprunts pour couvrir leur demande en importations. D'après les estimations de la Banque mondiale, les besoins en emprunts des pays en développement devraient dépasser les apports nets de capitaux de 350 à 635 milliards de dollars des Etats-Unis en 2009. Bon nombre de pays comblent cet écart de financement en puisant dans leurs réserves de devises internationales. Cependant, la viabilité de cette stratégie est incertaine. Les problèmes liés à l'aggravation des déficits courants et à la détérioration des positions

fiscales se posent avec une gravité particulière dans les pays accusant un solde des transactions courantes fortement déficitaire ou une dette publique élevée. Si ces pays ont des difficultés à obtenir un financement, «une importante diminution de la demande intérieure et une dépréciation marquée du taux de change seront nécessaires pour revenir à un équilibre budgétaire intérieur et extérieur»¹. Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est semblent faire partie des pays qui sont les plus menacés par un tel effet d'étai.

Flux commerciaux

10. La tendance accrue au protectionnisme commercial a fait l'objet d'une étroite surveillance, ce qui a contribué à limiter le risque d'une généralisation des mesures de fermeture des marchés. Il n'en reste pas moins que les échanges commerciaux ont accusé un repli rapide en 2009 et, selon les prévisions, devraient connaître une modeste croissance de 2,5 pour cent en 2010, contre plus de 7 pour cent en 2007. Le Baltic Dry Index, indice du coût du fret maritime largement considéré comme l'un des principaux indicateurs des perspectives d'évolution du commerce international, reste nettement en deçà de son plus haut niveau atteint à la mi-2008 (plus de 11 000 points), en s'établissant aux environs de 3 000 points au cours du troisième trimestre de 2009.

Conclusion

11. L'économie mondiale et celle de nombreux pays se situent aujourd'hui à un point d'équilibre subtil entre, d'une part, des pressions récessionnistes constantes dues à la crise du crédit qui frappe les ménages et les entreprises, à la montée du chômage, à la baisse des revenus et par conséquent à la perte de confiance des consommateurs et, d'autre part, les mesures de relance prises par les pouvoirs publics sous forme de réductions d'impôts et de dépenses accrues. On relève encore peu de signes donnant à penser que la demande du secteur privé s'est suffisamment redressée pour prendre le relais des efforts particulièrement soutenus fournis par les pouvoirs publics et pour constituer le moteur de la reprise. Bon nombre d'entreprises font encore état d'une nette sous-utilisation de leurs capacités et sont peu disposées à investir. C'est pourquoi les prévisionnistes lancent de nombreux avertissements concernant l'existence de risques à la baisse, même si certains prévoient un fort effet de «rebond», une fois que la contraction de l'économie aura cessé et que la croissance repartira.
12. En revanche, tous s'accordent à dire que les indicateurs de la faiblesse des marchés du travail, en premier lieu le chômage, vont continuer à se dégrader, et ce pendant une bonne partie de 2010, en particulier dans les pays avancés. Il est donc peu probable que ces pays, qui représentent 55 pour cent de la production mondiale, puissent tirer la reprise. La Chine, l'Inde et le Brésil qui, selon les prévisions, devraient enregistrer une croissance assez forte en 2010 représentent au total 19 pour cent du PIB mondial. Dans l'ensemble, à moins d'une action gouvernementale encore plus marquée pour relancer la consommation privée, qui correspond environ aux trois quarts du PIB dans la plupart des pays, la reprise mondiale sera vraisemblablement progressive. Cela signifie qu'il faudra accorder une grande attention aux mesures visant à soutenir l'emploi et les revenus des ménages, revenus constitués pour l'essentiel par les salaires et les transferts sociaux, tels que les pensions et les allocations pour enfant à charge.

¹ Banque mondiale: *Financement du développement dans le monde 2009: Résumé des perspectives*, Washington, DC, 2009.

Sources:

FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Soutenir la reprise*, octobre 2009.

ONU: *World Economic Situation and Prospects 2009*. Mise à jour à la mi-2009.

Banque mondiale: *Financement du développement à l'échelle internationale 2009: Tracer la voie de la reprise mondiale*.

CNUCED: *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés: Etat, gouvernance et développement*, 16 juillet 2009.

Document soumis pour information.